

de leurs droits religieux, et spécialement aux pères de famille le droit sacré d'élever leurs enfants et de les faire instruire conformément aux dictées de leur conscience ?

25. Le gouvernement veut-il continuer à ignorer les arrêts du Conseil Privé en Angleterre et les obligations de l'ordre réparateur (*Remedial Order*), qui subsistent dans toute leur force et plénitude, ou entend-il les mettre en vigueur, comme la promesse en a été solennellement faite à l'électorat par celui qui est aujourd'hui le premier ministre de ce pays et à qui incombe le devoir de sauvegarder les droits de la minorité et de ne pas prostituer l'honneur et la dignité de la Couronne ?

Voici la traduction de la lettre pastorale adressée par Sa Grandeur Mgr Langevin aux catholiques de Winnipeg, dont nous avons parlé dans notre dernière livraison. La lettre a été écrite en anglais :

LOUIS PHILIPPE ADELARD LANGEVIN, par la grâce de Dieu et du Saint-Siège, archevêque de Saint-Boniface.

*A nos chers catholiques de Winnipeg, salut et bénédiction en Notre-Seigneur.*

Nos Très Chers Frères,

Il y a quelques semaines, une délégation des contribuables de votre cité est allée voir en *votre nom* et avec mon approbation le bureau des Ecoles publiques de Winnipeg, en vue d'améliorer votre position dans les affaires d'écoles. Cette démarche, cependant, a été mal interprétée, par un si grand nombre de personnes, que je me sens obligé, en conscience, de venir justifier cet acte important, si digne d'éloges et en même temps si nécessaire.

Ai-je besoin de déclarer, tout d'abord, que la politique n'a rien à faire avec cette démarche nécessitée par le pitoyable état de choses actuel, et à laquelle les parents chrétiens, désireux du bien-être temporel et éternel de leurs enfants, ne pouvaient faire autrement que de recourir avec empressement ? Tant pis pour les politiciens qui prendront sur eux de mal interpréter vos actions et de suspecter même vos intentions. N'est-ce pas le sort des meilleures actions de ce monde d'être mal comprises ?

" Notre politique, a dit l'un de vos représentants, est d'essayer de ravoir nos droits d'écoles, en faisant un appel à tous les hommes de bonne volonté de ce pays."

Je ne m'occuperai pas de l'injuste et ridicule supposition que vous étiez fatigués de la lutte sur la question des écoles et que vous étiez enfin décidés à capituler sans condition, comme des soldats découragés qui rendent leur drapeau. La malhonnêteté et l'ignorance peuvent seules avoir trouvé une accusation aussi révoltante contre des catholiques qui ont, plus que tous les autres